



Question sur une affaire de harcèlement moral et diffamation

Par mimi, le 04/06/2015 à 02:33

Je suis avec un homme qui est citoyen américain et irlandais, j'ai découvert que mes parents le diffamaient pendant que nous habitions en Espagne et où nous avons eu plusieurs enfants, ils ont parlé à nos voisins, notre agence immobilière, lieu de travail, collègues, et ils leur ont donné l'impression que mes parents devaient nous aider financièrement pour pouvoir vivre, ou que mon concubin était juste américain qui vivait avec un visa expiré en Europe et n'était pas marié avec moi car il a peur d'avoir un passé judiciaire qu'il le rattraperait si il se mariait avec moi.

Mon concubin a dit à mes parents que la raison pour laquelle on ne s'est marié pas, était parce que en Irlande une partie de sa famille ne voulait pas qu'il hérite d'une partie d'un héritage et au fur à mesure qu'il le découvrait, en parlant à d'ancienne amie qui connaissait sa famille que deux de ses frères et sœur le diffamaient dans le passé pour pas qu'il se marie deux fois, et le temps où ces femmes s'en aperçoivent leur famille ne voulait plus rien à faire avec lui, donc mon concubin suspectait mes parents de faire la même chose que ces frères et sœur, mais il ne nous voulait pas ensemble pour des raisons religieuses. Mais à chaque fois que je leur demandais ils le niaient et me donnaient l'impression qu'ils se seraient insultés que je pense qu'ils puissent faire ça. Mais un jour ils ne pouvaient le nier car l'agence immobilière a demandé à mon concubin à propos de son passeport américain et identité, comme si il avait une fausse identité.

Quand j'ai demandé à mes parents ils m'ont dit qu'ils ont parlé à l'agence car ils pensaient acheter un appartement près de chez nous pour habiter près de nous .

Mais ils étaient frustrés car les prix étaient trop chers et ont changé d'avis. Ils ont proposé que nous déménageons près de chez eux en France, ils avaient compris que mon concubin devrait quitter son travail et que cette propriété serait pour que personne ne stresse à cause de l'argent, mais après qu'ils ont aménagé dans cette propriété en France vers 2010 nous avons découvert que mes parents diffamaient mon mari à tout leur entourage ils donnaient l'impression qu'ils m'avaient installée dans une propriété moi et les enfants seule, et que mon mari n'était pas le bienvenu dans la propriété qu'il n'avait jamais travaillé et ne faisait rien pour nos enfants.

Et un après-midi la maison a brûlé, nous avons vu mon père proposer à un expert en assurance de comment se débarrasser de mon concubin, mon père a commencé une dispute avec lui disant qu'il n'avait jamais travaillé pour tout ce qu'il avait dans la maison, et il a montré des transferts bancaires qu'il m'avait envoyés à moi en Espagne, qui étaient de l'argent pour payer l'école des enfants mais il donnait l'impression que c'était pour nous aider

financièrement, mon concubin a accusé mon père de mentir mais mon père lui a offert de l'argent pour qu'il parte puis l'expert que mon père avait suggéré à mon concubin que c'était mieux qu'il parte car il connaît un juge aux affaires familiales et un procureur et mes parents peuvent mentir et dire qu'ils n'ont pas accès à leurs petits enfants, puis mon concubin a partagé toutes ces informations à un avocat qui parle anglais, l'avocat nous a compris que nous avions un accord verbal comme quoi nous pouvions vivre dans cette propriété autant que nous voulions, et que mon concubin avait l'impression que la maison serait à mon nom ce qui n'était pas le cas.

Et comme mes parents étaient propriétaires nous avons droit à un expert en tant que locataire et que nous n'aurions pas dû être obligés de partir donc elle nous a proposé une médiation. Notre expert nous a dit que les dommages s'élevaient à 40 000€ et durant la médiation mes parents ont admis vouloir interférer dans notre relation depuis 2001 mais ne me l'avait jamais dit pour cause de religion et le reste à propos de l'argent était de la diffamation.

Et ce qu'il avait fait n'avait pas d'importance mais ils avaient le droit de voir les petits enfants, et nous avons découvert qu'ils avaient tapé nos enfants et qu'on leur a dit que leur père ne faisait rien pour eux. La médiation n'a pas continué ils ont refusé de nous voir mais disent qu'ils ne peuvent pas voir les enfants. Le médiateur leur a proposé d'arrêter la diffamation et de se revoir dans quelques mois, mais au lieu de ça mes parents ont contacté les membres de sa famille dont ils savaient qu'ils le trompaient sur un héritage. Et quand je leur ai dit que nous avions enregistré ces médiations et proposé d'arrêter cette attitude ou nous déménagerons, ils ont fait une plainte pour droit de visite des petits enfants.

Dans les papiers pour la justice ils ont répété les mêmes diffamations, l'argent ect... Plus tard il y a une psychologue qui est venue chez nous et elle a complètement menti pour les défendre, elle a dépeint mon concubin comme quelqu'un qui manipule tous les enfants et comme si il était un musulman qui prétend être juif, son rapport dit que mes parents disent que nous nous sommes convertis à l'islam en 2003 et maintenant nous disons être juifs. Ce qui nous a fait réaliser que ceci faisait partie de la diffamation de mes parents et mon concubin pense que c'est mon cousin qui travaille pour la police qui les a conseillés de faire ça.

Et la psychologue a noté les numéros de son passeport irlandais et américains et a demandé au juge pour enfant de garder les enfants dans le territoire, et tous les avocats nous disent de sortir du territoire sans rien dire parce que le juge a ses propres enquêteurs qui sont du côté des grands-parents et même avec toutes les preuves email enregistrées, la police ne prends notre plainte cela fait 7 fois.

Et nous avons même trouvé une voisine dans notre appartement, nous lui avons fait écrire une attestation comme quoi nous étions diffamés jusqu'à la mairie par mes parents. Maintenant mes parents m'ont diffamé comme une femme abusée dans le dîner de l'être et qui a besoin d'aide psychologique.

J'ai finalement réussi à faire enregistrer une plainte au centre ville et il ne voulaient pas mentionner le problème de religion et ont évité beaucoup de détails qui mettaient en cause la culpabilité de mes parents.

Nous avons perdu tout cet argent et mon mari allait à la recherche d'emploi et au lieu d'aider mon mari le référent lui disait qu'il n'y avait pas de travail qu'il devait partir.

Et il a récemment photocopié des documents de rapport d'enquête sociale et maintenant nous pensons qu'il était aussi impliqué dans la diffamation de mon concubin.

Maintenant nous avons peur que si nous partons ils vont dire que nous nous sentons coupables et si on reste ils vont continuer à nous harceler, car il est clair qu'ils ne sont pas

intéressé aux enfants mais plus a nous séparer.
Maintenant le juge va décidé en juillet le droit de visite .

Que pouvons nous faire?